



LA PRIVATISATION :
CE N'EST PAS
TEL QU'ANNONCÉ

La privatisation des infrastructures et services publics — D'autres pistes de solution

Les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, les services d'urgence, les transports en commun, le réseau routier, les logements sociaux, les loisirs et les parcs—la vaste majorité de nos services publics sont fournis par l'État. Et presque toutes nos infrastructures publiques ont été construites à l'aide de fonds publics.

Certains des défenseurs de la privatisation font valoir que nous ne pouvons plus nous permettre d'offrir des services publics, pas plus que de construire des infrastructures publiques.

La proportion des dépenses gouvernementales consacrées aux infrastructures publiques a atteint un sommet annuel de 3 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada en 1959 et, depuis, a diminué de moitié environ. En 2018, les dépenses publiques destinées aux programmes sociaux s'élevaient à 17,2 % du PIB, positionnant le Canada bien en deçà de la moyenne de 21 % de tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Des 35 pays industrialisés de l'OCDE, le Canada se classe d'ailleurs parmi les dix derniers. Les dépenses publiques du Canada sont modérées, et il y a place à la croissance.

Nous comptons tous sur les services publics au quotidien, que ce soit sur les **infrastructures** comme les transports en commun, l'eau courante, l'électricité, le réseau routier et le traitement des eaux usées, sur les **institutions** comprenant, entre autres, les hôpitaux, les universités, les écoles et les bibliothèques, ou encore sur les services tels que les soins de longue durée, les programmes de santé publique, les **services** de garde d'enfants, les logements sociaux, la planification, les services d'urgence, les normes de sécurité, etc.

Certains gouvernements et certaines sociétés réclament la privatisation des infrastructures et services publics en faisant valoir que les services privatisés sont moins coûteux et plus efficaces. L'IPPM a préparé une série de fiches d'information dans le but d'expliquer en quoi consiste la privatisation des services publics, pourquoi il s'agit d'une mauvaise idée et quelles sont les solutions de rechange.

Mais ne soyons pas dupes. C'est le public — nous tous — —qui paie pour la privatisation des infrastructures et services publics.

Comme le montre cette série de fiches d'information de l'IPPM, les infrastructures et services publics coûtent moins cher, offrent davantage et sont plus transparents et responsables que les infrastructures et services privatisés. Sans compter qu'ils favorisent l'égalité et contribuent à la stabilité économique et à la croissance locale.



Chacun doit payer sa juste part

Il existe quelques très bonnes solutions de rechange à la privatisation, mais aucune ne fait de miracle.

Les services publics, peu importe la façon dont ils sont offerts, ne peuvent l'être sans incidences fiscales.

Les budgets d'austérité constituent le résultat de politiques intentionnelles sur les recettes, et non de problèmes de dépenses. C'est ce que nous constatons aujourd'hui en Ontario et ailleurs. On privilégie la réduction des impôts plutôt que la satisfaction des besoins de la population grâce à des services et programmes publics. De fait, on coupe dans les services et dans les emplois et on réduit l'accès aux services sans tenir compte des répercussions sur les utilisateurs.

Tout un chacun—les particuliers et les sociétés—doit payer sa juste part d'impôt. L'organisme Canadiens pour une fiscalité équitable compte parmi les organisations à mettre de l'avant un régime fiscal plus équitable qui viendrait appuyer les infrastructures et services publics, favoriser l'égalité et stimuler l'économie. Les propositions de l'organisme s'inscrivent dans quatre secteurs :

- «a. Veiller à ce que les sociétés et les riches payent leur juste part en mettant fin aux échappatoires fiscales régressives et en rendant l'impôt plus progressif.
- b. Lutter contre l'évasion fiscale, l'évitement fiscal et les paradis fiscaux.
- c. Améliorer la transparence des sociétés.
- d. Lutter contre les changements climatiques et soutenir le développement durable. »ⁱ



Ces mesures permettraient de générer suffisamment de recettes pour financer un plan national de services de garde d'enfants, un régime universel d'assurance-médicaments, des études postsecondaires sans frais de scolarité et des programmes d'infrastructure visant l'atténuation des changements climatiques.

« Notre régime fiscal équitable pourrait générer des revenus additionnels de plus de 40 milliards annuellement pour le gouvernement fédéral et des revenus additionnels pour les gouvernements provinciaux » [traduction] qui bénéficieraient d'une assiette fiscale fédérale plus vaste comprenant moins d'échappatoires. »ⁱⁱ

Les gouvernements provinciaux ont des occasions semblables de mettre en œuvre des programmes fiscaux équitables à l'appui des services publics et investissements nécessaires.

Les municipalités auraient davantage de marge de manœuvre si les conseils avaient le courage d'envisager d'adopter d'autres initiatives progressistes en matière de recettes, au-delà des impôts fonciers.ⁱⁱⁱ ■

Ce n'est pas généralisé

Il n'y a rien d'inévitable dans la privatisation des infrastructures et des services publics, et on n'observe aucun raz-de-marée de privatisation, malgré les pressions constantes des entreprises sur les gouvernements réceptifs.

Partout dans le monde, les municipalités renversent la privatisation et rétablissent les services publics.

[traduction] « ... l'internalisation n'est pas limitée à un secteur de service en particulier; pas plus qu'il ne l'est à une allégeance idéologique ou partisane. Elle est de plus en plus considérée comme un moyen pragmatique d'améliorer les services, de les rendre plus efficaces et de réorienter les services locaux vers les besoins locaux. »^{iv}

Un examen récent de situations internationales et canadiennes a révélé que les services qui avaient été impartis (privatisés) ont été rétablis, en grande partie en vue de réduire les coûts, mais aussi pour améliorer la qualité du service, pour résoudre les problèmes avec des entrepreneurs, pour renforcer la capacité locale et pour accroître la flexibilité. ■



D'autres pistes de solution

Rien ne cloche dans l'ancienne façon de faire : utiliser les fonds publics pour offrir des services publics; emprunter des fonds en infrastructure — presque toujours auprès du secteur privé. Bien sûr, nous nous attendons à ce que nos fonds publics soient dépensés à bon escient. Comme nous l'avons montré dans cette série de fiches d'information, c'est un mythe que de penser que le secteur privé est plus novateur et plus efficace à tous les égards.

Le secteur privé continuera de tirer profit des infrastructures publiques et des services publics. Tous les gouvernements font appel à des entreprises privées comme fournisseurs. Mettre fin à la privatisation ne signifie pas que les fonctionnaires se mettront à construire des immeubles ou à fabriquer des fournitures médicales. Comme tout le monde, toutes les entreprises canadiennes misent sur les infrastructures et les services publics.

Les avantages des dépenses publiques en infrastructures transcendent le projet lui-même.

« Au nombre des bénéfices procurés par un programme de dépenses en équipements publics, notons :

- À court terme, le PIB augmente de 1,43 \$ par dollar dépensé,
- 9,4 emplois sont générés par million de dollars dépensé, et
- 0,44 \$ de chaque dollar dépensé par le gouvernement est récupéré sous forme de revenus d'impôt supplémentaires.

À long terme, la valeur actualisée du PIB généré par dollar dépensé en équipements publics (rendement sur l'investissement) se situe entre 2,46 \$ et 3,83 \$. L'investissement du secteur privé augmente jusqu'à 0,34 \$ par dollar dépensé pour le court terme, et jusqu'à 1,00 \$ par dollar dépensé pour le long terme. Les entreprises sont plus productives et plus concurrentielles sur les marchés internationaux. Les salaires véritables augmentent, ce qui fournit un niveau de vie plus élevé pour les Canadiens.

Et ces bénéfices sont réalisés sans conséquences fiscales importantes à long terme pour les gouvernements fédéral ou provinciaux. Le changement dans le ratio entre le déficit annuel moyen à long terme et le PIB se situe, pour le fédéral, entre une augmentation de 0,04 % et une baisse de 0,02 %, et pour les gouvernements provinciaux, entre une augmentation de 0,08 % et une baisse de 0,04 %. Il est vraisemblable que l'effet global à long terme, tant sur le fédéral que sur les gouvernements provinciaux, soit très petit, et il pourrait même être positif.»^{vi}



(D'AUTRES PISTES DE SOLUTION / SUITE)

Des institutions fédérales et provinciales comme la Banque de l'infrastructure du Canada et Infrastructure Ontario peuvent appuyer le développement de nouveaux services publics novateurs et l'étendue des services publics à ceux qui n'y ont toujours pas accès. Il faut examiner les possibilités de partenariats public-public. Par exemple, les municipalités peuvent aider des collectivités locales de Premières Nations dans leur approvisionnement en eau potable. Des groupes locaux de résidents peuvent travailler de concert avec les administrations locales pour planifier et aménager des logements hors marché dans le but d'atteindre divers objectifs.

La privatisation cache souvent des emprunts publics. Certains laissent entendre que nous devrions rétablir les services bancaires publics pour un certain nombre de raisons, notamment le financement des infrastructures publiques. Les fonds de pensions servaient à financer des infrastructures publiques, sans l'intermédiaire d'entreprises privées et de partenariats public-privé. ■



Des services publics pour le bien commun

La prestation publique et le développement des infrastructures fonctionnent toujours.

Pour relever les défis liés aux changements climatiques avec la résilience voulue, nous devons contrôler les infrastructures et services publics et s'en servir pour atteindre nos buts.

Plus nous exerçons un contrôle démocratique sur les services publics, plus nous pouvons orienter ces services vers le bien commun.

[traduction] « La lutte contre la privatisation n'est pas seulement une lutte pour mettre un frein à la vente de nos services publics. C'est aussi une lutte pour le type de société que nous souhaitons, une lutte pour la justice sociale et l'équité. Nous disposons de suffisamment de richesse dans nos économies pour autoriser les investissements publics nécessaires, dans la mesure où les entreprises et les très riches paient leur juste part. Le sous-investissement dans des services publics de qualité a pour conséquences une baisse de la croissance, une augmentation des inégalités, une diminution de la cohésion sociale et une réaction politique inévitable, qui alimente actuellement le racisme, le nationalisme et la xénophobie. »^{vii} ■



Notes

ⁱ Canadiens pour une fiscalité équitable. Programme de fiscalité équitable [traduction] Un plan économique pour rétablir l'égalité, renforcer l'économie et investir dans des services publics de qualité (2019) Sommaire français : https://www.taxfairness.ca/sites/default/files/resource/c4tf_election_2019_short_version_final_fr_0.pdf

ⁱⁱ Idem. https://www.taxfairness.ca/sites/default/files/resource/c4tf_federal_election_2019_platform_proposals.pdf [partie en anglais seulement]

ⁱⁱⁱ David Thompson, Greg Flanagan, Diana Gibson, Laleah Sinclair et Andy Thompson, « Financer un avenir meilleur : des sources de revenus progressives pour les villes et municipalités du Canada », Syndicat canadien de la fonction publique. (Ottawa 2014) https://scfp.ca/sites/cupe/files/financer_un_avenir_meilleur.pdf

^{iv} APSE (Association for Public Service Excellence) Rebuilding Capacity: The case for insourcing public contracts (2019) p.5. [https://www.apse.org.uk/apse/assets/File/Insourcing%20\(web\).pdf](https://www.apse.org.uk/apse/assets/File/Insourcing%20(web).pdf) [en anglais seulement]

^v Keith Reynolds, Gaëtan Royer et Charley Beresford. Back in House: Why Local Governments are Bringing Services Home. Columbia Institute, Centre for Civic Governance. (Vancouver 2016) https://www.civicgovernance.ca/wordpress/wp-content/uploads/2016/06/Columbia_Back_in_House_May_16_2016_English_web.pdf [en anglais seulement]

^{vi} Centre for Spatial Economics. « Les Bénéfices Économiques des Dépenses en Équipements Publics au Canada ». Institut Broadbent (Ottawa 2015) https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/broadbent/pages/4558/attachments/original/1441915199/Les_Bénéfices_Économiques_des_Dépenses_en_Équipements_Publics_au_Canada.pdf?1441915199

^{vii} Public Services International. *SDG 9: Alternatives to PPPs – growing instances of de-privatization*. Extract from the Civil Society Report Spotlight on Sustainable Development 2018. <https://www.2030spotlight.org/en/book/1730/chapter/sdg-9-alternatives-ppps-growing-instances-de-privatization> [en anglais seulement]

